

15 - comptes d'emploi des quittanciers et carnets à souches ;

16 - situation des états et actes de poursuites.

Article 5 - Les pièces justificatives sont présentées sous forme de liasses classées par titres et chapitres.

Article 6 - Le Directeur du Trésor et de la Comptabilité Publique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

Actes Divers

Décision n°778 du 11 décembre 2002 portant versement de la contrepartie allouée au projet programme Assaba au titre de l'année 2002.

ARTICLE PREMIER - Est autorisé le versement de la somme de 2.000 000 UM (deux millions ouguiyas) au profit de l'unité de suivi de gestion administrative et financière du programme PNUD/Gouvernement (USGAF) au titre de l'année 2002, pour le financement de la phase intérimaire du programme Assaba.

Article 2 - Ce montant imputable au budget de l'état, exercice 2002, budget 2, titre 17, chapitre 03, sous - chapitre 04, partie 6, article 9, paragraphe 01 est payable en une seule tranche et sera versé au compte n°70784 J ouvert dans les livres de la BADH au nom de la coordination des programmes PNUD.

Article 3 - Le Directeur du Budget et des Comptes et le Directeur du Trésor et de la Comptabilité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel.

Arrêté n° 001182 du 09 octobre 2002 portant renouvellement du mandat du Président et des membres de la Commission

administrative paritaire commune à certains fonctionnaires des services financiers.

ARTICLE PREMIER - Le mandat du président et des membres de la Commission administrative paritaire commune aux corps des services financiers est renouvelé pour une période de trois années, conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n°94.087 du 14 septembre 1994, et à celle de l'article 3 de l'arrêté n°386 du 14 octobre 1995 sus - visés.

Il s'agit de :

1 Représentants de l'administration :

- Mohamed Abderrahmane ould Abeid, Secrétaire Général du Ministère des Finances, président
- Kane Amadou Demba, chef de service du personnel du ministère des Finances, membre chargé du Secrétariat de la Commission.

2 Représentants des travailleurs:

- Tourad ould Mohamed, en service au ministère des Finances, membre, représentant l'Union des Travailleurs de Mauritanie.
- Sy Asmiou, administrateur des régies financières en service au ministère des Finances, représentant la Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie.

Article 2 - Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de signature et sera publié au Journal Officiel.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

Actes Réglementaires

Arrêté n° R - 001204 du 20 octobre 2002 portant détermination des conditions de paiement au titre des licences libres de pêche pélagique.

ARTICLE PREMIER - Le montant de la redevance à payer en contre partie des licences libres pour la pêche pélagique est fixé à cent dix dollars américains par

tonneau de jauge brut (110\$ s/TJB) et ce pour compter du 1^{er} novembre 2002.

Article 2 - Les navires de pêche pélagique exploités sous le régime de la licence libre, sont tenus d'effectuer au moins, deux transbordements de marées entières par an, en rade du port autonome de Nouadhibou. Les navires qui, pour des raisons techniques, ne peuvent pas effectuer ces transbordements auront à payer un forfait annuel. Ce forfait est fixé en fonction du TJB sur la base du paiement effectué par les navires ayant réalisé effectivement ce transbordement.

L'affectation des fonds résultant de ces paiements sera définie en concertation avec le ministère des Finances.

Article 3 - Les armateurs de navires pélagiques exploités sous le régime de la licence libre contribuent pour 3,5 dollars américains (3,5\$) par tonneau de jauge brute, par an et par navire aux frais des observateurs scientifiques. Cette contribution est payable en même temps que les redevances et en sus de celles - ci. Ce montant est versé dans un compte ouvert à la BCM au nom de la DSPCM.

Article 4 - Le présent arrêté abroge et remplace toute disposition contraire et notamment l'arrêté n°095 du 05/03/1998, portant détermination de la redevance à payer au titre des licences libres pour la pêche pélagique.

Article 5 - Le Secrétaire Général du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le Délégué à la Surveillance des Pêches et au Contrôle en Mer, le Directeur des Pêches, le Directeur Régional Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel.

~~Arrêté n° R - 001205 du 20 octobre 2002 portant approbation d'un modèle de~~

convention type pour les navires sous le régime de la licence libre.

~~**Article premier:** Il est institué un modèle type de convention pour l'exploitation des navires sous le régime de licence libre, dans les eaux sous juridiction de la République Islamique de Mauritanie~~

~~**Article 2:** Le modèle type de convention est annexé au présent Arrêté~~

~~**Article 3:** Le Secrétaire général et le Directeur des pêches sont chargés chacun, en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera exécuté selon les procédures d'urgence et publié au Journal officiel~~

ANNEXE N°1 DE L'ARRETE PORTANT APROBATION D'UN MODELE TYPE DE CONVENTION SOUS LE REGIME DE LA LICENCE LIBRE

Entre

Le Ministère des pêches et de l'Economie Maritime, représenté par Monsieur

_____ ci - après désigné le Ministère

D'une part,

Et

La Société (nom de la société et

adresse _____ représentée par

_____ ci dessous désignée la Société

D'autre part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

~~**Article premier:** L'Etat Mauritanien autorise la Société à faire procéder à la pêche des espèces _____ dans les eaux sous juridiction mauritanienne, le navire _____ dont les caractéristiques techniques sont indiquées en annexe.~~

~~Ce navire sera autorisé pour une période de _____ à compter de la date de signature de la présente convention. Toutefois, pour des raisons dictées par l'état de la ressource ou au mode de gestion, le Ministère peut décider de mettre fin à cette convention, sous réserve d'en informer la société par les voies appropriées trois (3) mois à l'avance.~~

~~**Article 2** - En contre partie des possibilités de pêche prévues à l'article 1^{er} la société~~